



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin avec la collaboration de François Constantin, D. B. Cruise O' Brien, Jean-Pascal Daloz, Dominique Darbon, Philippe Gervais Lambony, Jean-Luc Piermay, Odile Reveyrand-Coulon.

COPANS (Jean) — la longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels et démocraties. — Paris, Karthala, 1990, 406 p.

On pourrait classer le livre de J. Copans dans la catégorie des sommes, ces vastes entreprises idéelles dans lesquelles l'auteur a voulu offrir l'essentiel de son savoir, sur la base d'expériences et de réflexions accumulées au cours de plusieurs décennies de travail. Saluons l'ambition et l'envergure de la tâche (rares étant, en fin de compte, les chercheurs qui osent dépasser le stade des monographies consacrées à un seul pays ou bâties autour d'une thématique unique). On peut d'ailleurs estimer qu'il s'agit là d'une des synthèses individuelles majeures de ces dernières années, avec notamment celle de J.F. Bayart (*l'État en Afrique — la politique du ventre*), s'agissant du politique en Afrique Noire. Mais à la différence de cet ouvrage-ci, dont le caractère universitaire, éminemment savant était davantage marqué, celui de J. Copans apparaît comme assez hybride, entremêlant problèmes de fond et préoccupations relatives aux itinéraires intellectuels personnels voire collectifs. C'est que notre

auteur se refuse à penser les sociétés africaines indépendamment de son propre rapport à celles-ci, de ses engagements profonds. Cette démarche est à la fois sympathique (en ceci qu'on y trouve une saine interrogation sur soi-même et sur les conditions d'élaboration de son propre discours) et assez symptomatique, nous semble-t-il, d'un type encore fort répandu de chercheurs qui sauraient difficilement envisager leur rôle d'analystes du social, en faisant abstraction d'une certaine implication militante.

Cet ouvrage vaut surtout, à notre avis, par la peinture représentative qu'il donne de l'évolution intellectuelle d'une génération assez majoritairement tiers-mondiste et marxiste qui, à l'aube des années soixante, trouvait fort naturel de se consacrer prioritairement à l'étude de ce qui la mobilisait idéologiquement. J. Copans remonte peu à peu les décennies, évoque le contexte de la création de Politique africaine et aboutit finalement à des perspectives où se combinent plus ou moins aisément la volonté affirmée d'un retour à des préoccupations moins normatives, davantage soucieuses des réalités empiriques (optique « polafienne ») et le désir de ne pas renier totalement une orientation militante, s'agissant de l'avancée démocra-

tique principalement. Pour reprendre ses propres catégories, nous dirions qu'il est des passages de ce dense et foisonnant travail où J. Copans se pose en *chercheur* auto-critique par rapport au passé, soucieux d'une grande rigueur scientifique et il en est d'autres où il demeure un *intellectuel* engagé ayant son mot à dire sur le devenir du continent qui l'intéresse et méfiant à l'égard d'une « science-ghetto » par trop ésotérique.

Posant maintes questions fondamentales (articulées, par exemple, autour de la problématique de la modernité ou de l'unité du continent), cet essai brillamment écrit et parfois teinté d'humour offre une vue d'ensemble approfondie des données et des enjeux de la recherche en Afrique contemporaine à la lumière d'un certain itinéraire intellectuel. Nombre de compagnons de route s'y reconnaîtront sans doute et les plus jeunes, fréquemment venus aux études africaines à travers une autre socialisation, y trouveront un témoignage fort intéressant, de nature à susciter de stimulantes réactions. [J.P.D.]

BACH (Daniel), dir. — **La France et l'Afrique du Sud : Histoire, mythes et enjeux contemporains.** — Paris/Nairobi, Karthala/CREDU, 1990, 432 p.

Il peut ne pas être mauvais d'avoir eu raison assez tôt, surtout lorsqu'ainsi on se trouve prêt à l'heure pour faire face à une situation nouvelle, en l'occurrence la transformation du système politique et social en Afrique du Sud. Outre les perspectives déjà ouvertes pour les protagonistes locaux, elle impose aux composantes de la communauté internationale tout comme à la communauté scientifique un réajustement profond de leurs analyses et de leurs politiques à l'égard de ce pays.

En ce sens, le pari lancé par D.Bach a pu faire à l'époque grincer des dents les plus dogmatiques, mais il s'est avéré parfaitement justifié. Sous couvert d'une conférence sur « l'Afrique australe et la France », à l'abri des frondaisons oxo-

niennes, il a su réunir un ensemble de compétences qui avaient bien compris qu'il s'agissait de parler de l'Afrique du Sud. Après le fastidieux travail d'édition, il en est sorti un volumineux ouvrage composé de 20 chapitres qui constitue aujourd'hui le document de référence sur l'histoire des relations franco-sud-africaines des origines (le débarquement des Huguenots au Cap) à nos jours. Historiens, politologues, économistes, universitaires, journalistes ou praticiens de toutes nationalités, mettent ainsi les choses au point et permettent à l'opinion publique française de ne plus être tributaire d'élucubrations de nostalgiques de l'ordre raciste.

Divisé en trois parties, l'ouvrage commence par une mise en situation historique, rappelant ainsi la continuité d'un intérêt, sinon d'une présence française en Afrique australe faite non pas tellement d'exilés huguenots fuyant la très catholique France, mais d'émissaires plus ou moins officiels en quête de politique impériale, d'affaires, mais aussi de conversions des âmes. Le protestantisme français fut ainsi associé à la construction du Lesotho malgré l'extension progressive de la chape britannique sur cet espace austral.

La 2^e partie est consacrée à la politique française contemporaine. Elle démontre la spécificité du jeu (double) français par rapport au gouvernement d'apartheid. Derrière les apparences de sanctions internationales, une complicité instrumentale s'était peu à peu « banalisée », l'Afrique du Sud constituant un partenaire intéressant dans la politique économique et nucléaire de la France. Certains des échanges (charbon, uranium, armement, grands contrats) contribuent à la prospérité mutuelle, entretenue par des groupes de pression puissamment discrets, dans l'indifférence de l'opinion publique française. L'anti-apartheid ne fait guère recette, d'autant que même les partenaires africains de la France choisissent la discrétion en la matière.

Les éléments de prospective réunis en 3^e partie dessinent le tremplin à partir duquel la politique française pourrait connaître un nouvel élan. L'identification des acteurs concernés montre

leur timidité. Intérêts stratégiques, militaires, économiques (matières premières) sont pourtant mis en évidence, complétés par une analyse du risque-pays qui conclut à ... la prudence quant aux conclusions. Comme ils n'ont guère témoigné de grands scrupules à l'égard de la discrimination raciale, on peut regretter la pesante pusillanimité des opérateurs économiques, des entrepreneurs même si les milieux intellectuels sont eux aussi perplexes. Les prises de position des milieux tant catholiques que protestants sont encore embarrassées au début de 1990, alors que le monde littéraire révèle le début ou la relance d'échanges de textes et de modèles, par le relais il est vrai d'opposants notoires à l'apartheid.

Le rythme des changements s'est encore accéléré depuis la sortie du livre. Il n'a pas pour autant vieilli. La rigueur du travail présenté (symbolisée par la présence d'un index efficace — mais la bibliographie n'est que dans les notes de bas de page — et de nombreux tableaux) assure sa longévité. Seul l'esprit chagrin regrettera que l'ouverture de la réflexion (puisqu'on parle aussi de Madagascar, du « pré-carré ») n'ait pas été jusqu'à une analyse de la position française à l'ONU dans les débats et conflits consacrés à l'apartheid. Et il ne pardonnera pas que « sport » ne figure même pas à l'index, sinon indirectement, par le biais de « rugby »... qui occupe 6 lignes sur 432 pages. [F.C.]

COPLAN (David B.) — In Township Tonight. Musique et théâtre dans les villes noires d'Afrique du Sud. — Paris/Nairobi, Karthala/CREDU, 1990, 450 p., photographies, annexes, glossaire, index.

La musique et le théâtre en Afrique du Sud, depuis la fin du XIX^e siècle, sont loin d'être les seuls sujets de ce livre, puisqu'à partir de ces thèmes, c'est toute l'histoire de la citadinisation des Africains que David Coplan retrace. En effet, le théâtre et surtout la musi-

que ont permis aux Noirs de se retrouver dans une culture citadine originale alors même que le pouvoir cherchait à leur interdire tout droit à la ville.

Comment l'Afrique du Sud, pays par excellence de la ségrégation raciale, a-t-elle donné naissance à une culture urbaine parmi les plus métissées du monde ? Cette culture se traduit dans une musique qui mélange les influences européennes, noires-américaines (du ragtime au rock, en passant par l'influence essentielle du jazz qui, nulle part ailleurs en Afrique, n'a été plus adopté et adapté) et africaines (depuis les musiques khoi-khoi du Cap jusqu'aux chants à plusieurs voix des Bantous et aux danses zoulous). Le marabi, puis le kwela et le mbaquanga sont les musiques syncrétiques urbaines les plus connues dont D. Coplan raconte l'histoire, analyse les formes techniques et examine la sociologie. Toutes ces musiques sont nées dans les dancings, les shebeen (bars clandestins), les maisons et les églises des villes ; la musique a toujours été associée aux temps forts de la vie citadine, à l'action politique comme au simple divertissement, à la vie des gangs de jeunes désœuvrés comme aux activités religieuses des églises indépendantes... c'est toute cette vie fourmillante, et souvent violente, des townships qui est aussi évoquée à travers elle dans un texte vivant et dense.

Le pouvoir blanc a toujours eu conscience du danger que représentait la musique africaine urbaine et il est particulièrement intéressant de montrer comment les politiques en ce domaine ont toujours visé à nier l'originalité de cette musique. Les musiciens africains n'ont jamais été reconnus en tant que tels et ont donc toujours dû justifier d'un emploi en ville pour pouvoir y rester. Ils étaient dès lors condamnés à avoir une autre activité ou bien à être employés d'un producteur blanc. Par ailleurs, la censure a systématiquement interdit tout texte politique. Après la mise en place de l'apartheid, les lois sur la séparation des races s'appliquèrent aussi aux salles de concert, il n'était donc plus question de public mixte. Enfin, à partir des années 1960, les

médias et les maisons de disques favorisèrent une musique pseudo-traditionnelle qui mettait en exergue les clivages ethniques et allait dans le sens de la politique des bantoustans. C'est bien que la musique citadine révélait l'émergence d'une société urbaine nouvelle, largement pluri-ethnique, remettant en question les fondements mêmes de l'apartheid.

L'ouvrage suit un plan alternative-ment chronologique (de la fin du siècle dernier au début des années 1980), géographique (du Cap à Johannesburg et Sophiatown en passant par Kimberley) et sociologique (sont distinguées les cultures de la classe ouvrière et des classes moyennes citadines). La complexité de cette structure oblige l'auteur à des retours en arrière et à quelques répétitions qui nuisent parfois à la clarté de l'exposé. En particulier, le pari d'une distinction systématique entre la culture des citadins de la classe moyenne et celle de la classe ouvrière est difficile à tenir, tant les ponts entre les deux groupes sont nombreux. On peut aussi regretter que les derniers chapitres ignorent trop les autres grandes villes du pays, et en particulier le Cap, qui est pourtant désigné au début du livre comme un point de départ fondamental. De même, le théâtre n'est traité que dans le dernier chapitre, mais il est vrai que cette forme artistique a toujours été moins développée et moins importante que la musique (il s'agit d'ailleurs surtout d'un théâtre musical et encore ne se développe-t-il qu'après 1950). Une postface de Denis-Constant Martin complète et actualise le texte de D. Coplan (dont la version anglaise date de 1985 et qui repose sur un travail de terrain conduit à la fin des années 1970) en donnant une image précise des courants musicaux actuels en Afrique du Sud et en ouvrant des perspectives sur l'avenir post-apartheid. Enfin, on trouvera en note une très riche bibliographie et discographie, et l'ouvrage est doté d'un index et d'un glossaire fort pratiques. [P.G.L.]

WILLAME (Jean-Claude) — **L'automne d'un despotisme.** — Paris, Karthala, 1992, 226 p.

A l'heure où le régime zaïrois n'en

finir pas de sombrer, fleurissent de nombreux ouvrages où ne manquent jamais les révélations sensationnelles et les propositions miracles pour sauver le pays. L'ouvrage de Jean-Claude Willame est d'une toute autre tenue. Solidement documenté, l'auteur présente une analyse globale de la situation zaïroise, essentiellement politique, mais sans oublier le terreau historique et social, et les développements économiques sans lesquels tout resterait incompréhensible. Il ne lie pas le désastre actuel à la seule personnalité de Motubu, mais tente de comprendre le « système » qu'il a instauré, en le replaçant dans une perspective de temps long.

Malgré le discours sur l'authenticité, la quasi-monarchie absolue mise en place par Mobutu puise plus ses racines dans l'autoritarisme colonial que dans la tradition africaine. Le régime s'est affirmé en jouant de la redistribution, de la violence et de l'arbitraire. Mais ce faisant, rentier et prédateur, il a « cannabalisé » l'État, dilapidant ses richesses au bénéfice d'une large redistribution. Le système est arrivé à ses limites. Le besoin d'argent a accentué la dépendance vis-à-vis de l'extérieur, tandis que la crise de confiance des investisseurs étrangers et les bouleversements géopolitiques ont tari les sources. L'État-distributeur s'effondre, entraînant rareté, pauvreté et misère généralisée.

Une opposition est née au Zaïre. Minuscule, souvent héroïque, elle a marqué les esprits par la lutte tenace qu'elle a menée. Peut-elle prendre le relais ? Les programmes et les structures manquent. Incapable de maîtriser la situation, le régime a brutalement libéré la parole, entraînant invectives et frénétiques luttes de pouvoir. La situation actuelle est caractérisée par la déliquescence des structures. « Ce pays pourrait-il faire l'économie d'un long hiver ? », se demande l'auteur, pessimiste.

Quelles solutions ? J.C. Willame, avec raison sans doute, ne croit pas aux vertus de l'informel, « solidement ancré dans un système d'obligations communautaires ». Le vrai problème est celui de la « gouvernementalité » (je dirais plutôt : de l'« encadrement », terme qui

fait moins référence aux gouvernants, mais surtout aux multiples articulations qui structurent la société, notamment du haut en bas) du pays. La tâche paraît actuellement insurmontable. Mais le temps fait aussi son œuvre.

Alors que, accusant un homme de tous les maux du Zaïre, certains tendent à rechercher pour le pays un autre homme, celui-là providentiel, le nouvel ouvrage de Jean-Claude Willamme apporte le recul salutaire que l'on attendait. L'analyse du contexte international me déçoit plus, dans la mesure où elle est trop exclusivement centrée sur le thème des relations tissées entre l'ancien colonisé et son « noko » (oncle), la Belgique. Complexe et argumentée comme le reste du livre, cette analyse ne manque pas d'intérêt, mais les ramifications internationales du mal zaïrois sont si grandes qu'elle apparaît trop partielle. Autre critique : plusieurs tableaux, présentés de manière trop succincte, restent obscurs, et des erreurs semblent s'y être glissées. [J.L.P.]

DUNGIA (Emmanuel). Mobutu et l'argent du Zaïre, révélations d'un diplomate ex-agent des services secrets. — Paris, L'Harmattan, 1992, 224 p.

E. Durgia dresse un acte d'accusation contre le régime de Mobutu à partir d'une série de témoignages accablants qu'il a accumulés durant de longues années passées au service du « Président - Fondateur ». Le plaidoyer *pro domo* appuyé ne permet pas au lecteur de discerner pourquoi ce service fut si long avant la conversion en 1991 et l'exil en Belgique. D'autant plus curieux que ce départ coïncide avec l'ouverture de la conférence nationale suivie du retour aux affaires de Nguza Karl-I-Bond avec lequel E. Durgia semble avoir toujours entretenu de bonnes relations...

Si on laisse de côté la position ambiguë de la source, ces « révélations », comprenant des annexes intéressantes tel que le rapport Blumenthal de 1982 sur la gestion financière du pays, consti-

tuent autant d'éléments renforçant les thèses du néo-patrimonialisme, de la politique du ventre et du bas ventre en s'appuyant sur le cas le plus extrême qu'il se puisse concevoir. Parce que le Zaïre est riche de ressources aisément détournables par le petit groupe au pouvoir, la disparition du budget national au profit des comptes en banque du président, de sa famille et de quelques aventuriers permet de financer les fantaisies les plus extravagantes qui déclenchent à coup sûr l'indignation mais qui permettent aussi une mise en scène de la domination qui mériterait une analyse plus distanciée. D'autre part, la prédation est loin d'être une pure destruction de richesse ; elle alimente surtout un dispositif de défense du système au moyen de l'achat de protections contre les menaces internes et surtout externes.

Détourner des fonds est une banalité en politique ; les placer judicieusement pour que perdure l'entreprise n'est pas un art à la portée du premier venu. Le règne de Mobutu a dépassé le quart de siècle et ce n'est pas l'annonce de sa probable fin qui doit faire oublier la rationalité relative de cette économie de la dictature. D'autres auteurs, tels que J.C. Willame ou C. Braeckman, ont su récemment apporter des contributions plus positives à l'interprétation du « mal zaïrois ». [P.Q.]

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION — La modernisation des fonctions publiques africaines. — Paris, Ministère de la Coopération, 1992, 292 p. (Collection Focalcoop).

Ce livre « luxueux » — s'agit-il d'un livret publicitaire ou d'un recueil de textes ? — qui reprend les interventions des responsables des fonctions publiques des pays ex-dits-du-champ, les travaux d'un séminaire tenu auparavant à Yaoundé et les analyses d'une réunion d'experts organisée à Grenoble, est surréaliste.

La rénovation de la fonction publique des pays africains qui, comprenne qui pourra, « s'inscrit dans un processus

irréversible de démocratisation dont dépend en grande partie l'avenir économique de l'Afrique » — dixit notre ex-ministre de la coopération et du développement Edwige Avice — passe essentiellement par la maîtrise des coûts de la fonction publique et l'amélioration de son efficacité. Il fallait bien un tel aréopage (et autant d'argent...) pour parvenir à ces deux conclusions si originales déjà dressées au début des années soixante par René Dumont par exemple.

Le constat critique — soit-disant démocratisation oblige — que dressent les ministres africains des fonctions publiques eux-mêmes — en cherchant il est vrai de temps en temps des justifications dans le néocolonialisme — est dramatique : fonction publique pléthorique, absence d'archivage, absence de liste des fonctionnaires et des postes budgétaires, corruption, inefficacité, transformation de l'administration en cagnotte pour partis uniques, absence de maîtrise des coûts, absence de contrôle hiérarchique et de sanctions... Fallait-il attendre 30 ans pour dresser ce constat connu de tous ? Oui, si on se place dans la perspective politique des dirigeants africains. Jusqu'au « Thatchero-Reaganisme » flamboyant des années 80, une fonction publique importante était un gage de modernité et à ce titre participait au processus de légitimation du pouvoir. Depuis lors, « le moins d'État pour le mieux d'État », comme le dit un intervenant, est une nouvelle mode, elle aussi expression de la modernité et porteuse de légitimité et de ressources attribuées par les organismes internationaux. Bref, la problématique n'est pas une affaire de choix politique sur la fonction publique mais de modes de modernités. Quant on en est à recommander : une professionnalisation de la fonction publique, une meilleure connaissance de ses effectifs réels, un respect des règles déontologiques, une remotivation des fonctionnaires par le biais des rémunérations et par la sanction de l'absentéisme, on peut se demander ce qu'est cette fonction publique africaine qu'on continue cependant à nous présenter comme de même nature que sa mère métropolitaine.

Voici l'état d'une fonction publique pourtant toujours soutenue par l'État français qui pousse la délicatesse jusqu'à financer les salaires des fonctionnaires quand des problèmes de trésorerie se posent.

Quelles solutions sont proposées ? Une tentative de réajustement des fonctions publiques aux besoins sociaux et aux modes de gestion sociale locaux ? Non pas ! L'Afrique est moderne, alors allons-y pour le *nec plus ultra* des théories organisationnelles pour pays nantis : audits organisationnels, développement d'une culture administrative, management, cercles de qualité, système de gestion des relations humaines (GRH pour les chébrans). La Cégos et autres organisations de ce type doivent déjà se pourlécher les babines.

Bien entendu, ces techniques sont utiles et utilisables éventuellement, mais les priorités sont ailleurs. Quand donc cessera-t-on de croire que c'est la modification technique qui changera la fonction publique africaine et réglera son problème de rapport avec la société, alors que comme le dit M. Gentot c'est un choix politique qui s'impose, qu'il existe des usagers en Afrique occidentale (pp. 54, 166 et 172), que « sans État de droit il n'y a tout simplement pas de société civile » (pp. 161-162), que le droit public français a vocation universelle ? Toutes les études préliminaires proposées (pp. 219-254) ont pour modèle le système français comme l'indique d'ailleurs l'insertion en fin de texte d'un résumé des « *droits et obligations des fonctionnaires en France* » (pp. 253-254). L'intervention du diplomate hollandais, P. Th Marres est inversement exemplaire sur ce point. Il insiste sur la complémentarité — totalement occultée dans le colloque — de l'État et des institutions sociales et rappelle que le modèle français de la fonction publique n'est pas unique. Mais il est vrai, comment peut-on être hollandais ?

Enfin, rassurons-nous. Ce colloque renforcé par sa cohorte d'experts, qui a insisté sur la nécessité de contrôler les coûts de l'administration, a pris deux décisions concrètes saluées par tous : la création d'un comité de suivi et celle

d'un observatoire des fonctions publiques africaines...

Si ce n'était pas triste ce serait risible... [D.D.]

SMITH A., BULL M. (eds). — **Margery Perham and British Rule in Africa.** — London, Frank Cass, 1991, 243 p.

Margery Perham demeure, de ce côté-ci de la Manche, avec Lord Lugard parmi les plus célèbres figures de la *British Rule* en Afrique. Cet ouvrage collectif vient apporter des contributions extrêmement précises illustrant certaines facettes de la vie et de l'œuvre de Margery Perham. Il montre, notamment la totale indissociabilité des études et problématiques élaborées et des états d'âme de l'auteur.

L'utilité de cet ouvrage fort intéressant est triple. Il apporte une meilleure connaissance de Miss Perham ; il rappelle en permanence le lecteur à plus d'humilité et d'indulgence en montrant les idées préconçues et le déphasage historique de certaines analyses de Margery Perham ; il souligne enfin, l'importance considérable que représente pour tout administrateur ou analyste l'expérience des administrateurs coloniaux. Ils eurent beaucoup de torts, ils eurent souvent raison, mais dans tous les cas ils eurent une expérience de la gestion administrative en Afrique qu'on sous-estime à tort.

Grâce à Margery Perham et aux initiateurs du *Oxford Colonial Record Project*, une part importante de la mémoire des administrateurs coloniaux britanniques a pu être sauvée dès les années 60. Un tel effort a manqué en France. Un dernier sursaut ne se justifierait-il pas alors que les dernières bibliothèques finissent de brûler ? [D.D.]

KONATE A. — **Le cri du Mange-Mil : Mémoires d'un préfet sénégalais.** — Paris, L'Harmattan, 1990, 235 p.

Ne serait-ce que parce qu'il s'agit du témoignage autobiographique d'un admi-

nistrateur territorial, ce livre mérite attention. Le genre est suffisamment rare pour que l'ouvrage soit signalé. Bien sûr le témoignage est souvent partiel, politiquement orienté, incomplet, et frôle l'hagiographie. Mais outre que ces défauts indiquent bien l'environnement idéologique et politique du témoignage et la représentation que se font de leurs rôles les fonctionnaires, ils sont compensés par des analyses souvent très pertinentes (fonctionnement des services centraux sénégalais, effets de la francisation de l'université locale, différence de perception de la vie). Bref, il s'agit d'un vrai témoignage, d'une tranche de vie, à prendre avec tout l'intérêt et toutes les précautions d'usage. [D.D.]

RUETE (Emily) née Princesse d'Oman et Zanzibar — **Mémoire d'une princesse arabe.** — Paris/Nairobi, Karthala/Credu, 1991, 328 p.

Curieux ouvrage dont *a priori* on mesure difficilement la portée. Doit-on le retenir comme témoignage personnalisé, mais maladroît, d'une existence originale, ou comme recueil d'informations ethnographiques, mais tronquées et sélectives, ou comme une observation de la vie sociale et politique, mais vue ... « par le petit bout de la lorgnette », ou encore comme une autre version du roman des mille et une nuits, mais télescopée au réalisme du quotidien ? On trouvera, en fait, un peu de tout, cependant on restera sur sa faim.

A travers un récit naïf, d'une construction simpliste le lecteur accompagne Emily Ruete, Salmé de son nom arabe. Écrite pour ses descendants, cette autobiographie retrace son existence peu ordinaire de fille du Sultan de Zanzibar et d'une esclave circasienne raptée puis achetée et devenue l'une des innombrables concubines de celui-ci.

Ce vécu immédiat, quotidien d'une enfant puis jeune fille orientale riche, nous livre une atmosphère et une mentalité inimaginable de l'extérieur. Et cette unicité perceptive, partielle fait l'importance de l'ouvrage.

On est frappé par le faste des

atours, la fortune colossale du Sultan (600 à 800 esclaves, 45 domaines) bien que l'on ne sache jamais (et l'auteur sans doute ne le savait-elle pas) ni d'où elle vient, ni comment elle fructifie. Cette opulence se déploie dans un cadre matériel extrêmement dépouillé, à un rythme de vie monacale. La fondamentale oisiveté des femmes nanties, épouses, concubines et enfants du Sultan, entourées d'eunuques et d'esclaves féminines, souligne la grande banalité des faits. Si ce n'est lors de la succession du père ! Les rivalités secrètes se transformeront en luttes ouvertes.

Mais le manque d'analyse de l'auteur, soucieuse surtout de parler des somptueux cadeaux contribue au style superficiel du document. Nous sont livrés quelques morceaux choisis et au demeurant fort intéressants car sans contour à propos de l'esclavage, des mendiants, de l'Occident et surtout des « nègres » étonnamment peu présents dans ce récit si ce n'est accidentellement mentionné ou désignés comme exemple repoussoir. [O.R.C.]

BRUNEL (Sylvie), avec le concours de l'AICF — **Une tragédie banalisée. La faim dans le monde.** — Paris, Hachette, 1991, 321 p. (Pluriel, Intervention).

L'entreprise est courageuse, louable et nécessaire, qui consiste à vouloir donner au public les instruments d'une analyse sérieuse d'un problème grave souvent traités sur le registre de la sensibilité, sinon du spectacle. Encore convient-il alors d'adopter une méthode et une démarche propres à atteindre ces objectifs. La conclusion s'intitule « Il n'est pas de plus grand enjeu que de vaincre la faim ». Qui ne souscrirait à cette proclamation qui clôture un long plaidoyer qui s'ouvre sur un ensemble de mises en garde contre ce que l'auteur n'appelle pas le « charity business », puisque ses cibles favorites sont moins les organisations privées que des organisations publiques étatiques et internationales. La gêne vient de ce que

l'auteur éprouve quelque difficulté à échapper à ce mélange des genres et des styles qui caractérisait une polémique pas très ancienne où la présentation biaisée des problèmes Nord-Sud n'était que prétexte à des règlements de compte intrahexagonaux.

Des questions essentielles sont abordées, des démystifications salutaires sont menées et des propositions intéressantes sont exposées, et pourtant la lecture de l'ensemble secrète un certain malaise. En suivant de plus près le raisonnement, on remarque alors que l'agressivité de certaines attaques peut être proportionnelle à la fragilité de leurs fondements, que les critiques peuvent être sélectives, que parfois le péché d'omission écarte l'examen d'une causalité (c'est-à-dire, dans le style de l'ensemble, d'une responsabilité) possible, que la dénonciation d'idées reçues n'évite pas d'autres clichés ou des affirmations, souvent sympathiques certes, mais peut-être moins évidentes que nous l'aimerions. Et quelque flagrants délits d'erreur factuelle (note 23, page 150 par exemple) confirment d'autres indices d'approximation dans le traitement des sources.

Lorsque l'on en fait trop, nous rappelle l'auteur avec l'aide de Talleyrand (p. 50), on aboutit à l'effet inverse. Il est donc dommage d'avoir repris la regrettable technique consistant à diaboliser l'autre (en l'occurrence tout ce qui n'est pas ONG) pour légitimer une indignation (qui n'avait pas besoin de ces excès pour l'être) et sa propre action de responsable de la très respectable AICF. C'est d'autant plus maladroit que la juste dénonciation de la médiatisation des drames, du catastrophisme, du pseudo-scientisme masquant sous des chiffres au centième près des approximations considérables est parfois oubliée par l'auteur qui se laisse aussi aller à l'émotionnel (p. 255-56) même si c'est pour la bonne cause, ou à s'appuyer lorsque ça l'arrange sur ces statistiques ; après avoir accusé l'Unicef de « jouer sur le velours » (p. 28) du catastrophisme en exagérant systématiquement le nombre des victimes de la faim (et ce, suggère-t-elle en termes plus élégants, pour se faire du fric), elle nous explique (p. 87) qu'au Vietnam, l'Uni-

cef a procédé à plusieurs enquêtes de terrain (et non pas deux jours dans les ministères de la capitale, comme il nous avait été dit quelques pages auparavant que c'était la méthode de ce genre d'organismes) et avait conclu que les chiffres réels de victimes étaient dix fois supérieurs aux chiffres officiels du gouvernement ce qui, diplomatie oblige, avait contraint l'organisation internationale à publier des chiffres gravement sous-évalués.

Il est vrai que pour l'auteur les régimes communistes sont pires que les organisations internationales. Mais puisqu'il s'agit d'en mettre en évidence des responsabilités fondamentales, la réelle responsabilité des politiques « collectivistes » ne devrait pas faire oublier que la famine a aussi provoqué la chute de régimes non communistes, à commencer par Haïlé Sélassié lui-même, ou à peu près en même temps Diori Hamani. Le biais idéologique n'est peut-être pas absent non plus dans la relativisation de certaines situations (les famines — libérales — du Sahel sont moins graves que les famines — dirigistes — d'Éthiopie ou du Mozambique) ou de certaines causalités. Il est probable que les « grandes bouffes » à la Marco Ferreri ne sont en rien directement responsables de la faim au sud, mais seulement si l'on oublie qu'elles s'inscrivent peut-être dans un contexte de surconsommation hédoniste allant bien au-delà de l'alimentaire et dont alors il aurait fallu envisager les effets induits au lieu de poser l'absence de responsabilité, même diffuse, des sociétés occidentales. De même l'auteur pouvait dire que les origines de la sécession biafraise ne se réduisaient pas à une volonté de libération d'un peuple, ou que les résistances au contrôle des naissances ne viennent pas seulement des « mentalités culturelles » (?) locales mais aussi de l'Église catholique.

La vigueur du cri d'alarme n'est pas mal venue, mais sa portée est altérée par les défaillances dans la rigueur de l'analyse ; il est vrai que l'auteur a fort bien montré que l'efficacité de la médiation s'accommode fort bien des erreurs et approximations. Il est ainsi tout à fait sympathique et pertinent de

rappeler au lecteur européen les aptitudes du paysan ou du chômeur urbain à s'adapter, à innover et à adopter un comportement parfaitement rationnel au regard de ses besoins, de ses disponibilités et des lois du marché. Les exemples abondent que connaissent bien ceux qui fréquentent le terrain. Ils entretiennent les raisons d'espérer, même si des ombres de perversion apparaissent au travers des multiples formes du banditisme et des filières de la drogue que l'auteur n'envisage pas.

En définitive, les deux premières parties (Connaître la faim, comprendre la faim) permettent de cerner les problèmes, d'en préciser certains termes, mais au travers d'analyses trop biaisées. La troisième partie (combattre la faim) offre des propositions intéressantes pour penser non pas la faim, mais la sécurité alimentaire, ce qui est la bonne question. Les ONG sont très bien placées pour contribuer à y répondre, même si elles n'ont pas le monopole de la vertu et de la compétence que leur attribue l'auteur. Car au-delà, elle nous rappelle que les enjeux sont bien plus amples : les seuls vrais moyens de lutte contre la famine, c'est la démocratie et la paix (p. 201) ; mais on sait aussi que l'une des conditions de l'avènement de la démocratie et de la paix est l'élimination du spectre de la faim. C'est certainement pour cela que c'est si difficile. [F.C.]

HANSEN (Holger B.), TWADDLE (Michael) (eds) — *Changing Uganda. The Dilemmas of Structural Adjustment and Revolutionary Change.* — Londres/Kampala/Athènes/Nairobi, J. Currey/Fountain Press/Ohio U.P./Heinemann Kenya, 1991, 403 p. (Eastern African Studies).

Avec constance et efficacité, H.B. Hansen et M. Twaddle poursuivent l'animation d'un observatoire sur l'Ouganda. Voici donc un nouveau bilan, trois ans après « *Uganda Now* » (P.A., n° 38), en 24 chapitres, 5 cartes, une bibliographie et un index détaillés.

Les contributeurs sont en majorité nouveaux, et près de la moitié sont des universitaires ou des hauts fonctionnaires ougandais.

On retrouve bien sûr les thèmes essentiels, mais analysés au vu des changements intervenus depuis 3 ans. Au point de vue économique, c'est la mise en œuvre de l'ajustement structurel, dont la discussion est appuyée par de nombreuses données statistiques d'origine ougandaise. Sur le terrain politique, le problème de la mise en place d'institutions se rapprochant de l'État de droit est abordé à la fois dans sa dimension strictement juridique (constitutionnalisme, droits de l'homme) et dans sa dimension institutionnelle (élections, NRM, organisations locales, services publics). A ce chapitre s'ajoutent des contributions sur l'éducation, le régime foncier, la question de santé (le SIDA est à l'ordre du jour) et le problème de langue nationale. L'intérêt de ce texte (y compris de la conclusion, où l'on retrouve bien sûr un A. Mazuri toujours très provocateur et stimulant sur le thème de la privatisation et du marché) ne doit pas faire oublier la particularité du chapitre rédigé par Christine Obbo évoquant en quelques pages très simples les conditions de vie au cœur du secteur informel (*Njua kali*). C'est le récit de l'ajustement au quotidien pour des femmes, des hommes, des enfants ordinaires au cours du *magendo*. Sur un autre registre, la lutte pour la survie se traduit par le recours à la mystique prophétique. Heike Behrend fait entrer le lecteur dans la logique du Mouvement du Saint Esprit (HSM) dirigé par Alice Lakwena, et l'articulation existant entre les rites et préceptes enseignés par la prophétesse et le contexte politique et social du nord de l'Ouganda.

Ce faisant, les deux co-directeurs offrent au lecteur non seulement une forme d'encyclopédie sur l'Ouganda, mais ils distillent aussi une diversité d'approches, de perspectives et de méthodologies susceptibles de fournir bien des idées et bien des pistes valant très au-delà du cas d'espèce. Mais ils laissent au lecteur le soin de se faire une synthèse. [F.C.]

DIOP (Momar Coumba), DIOUF (Mamadou) — **Le Sénégal sous Abdou Diouf. État et Société.** — Paris, Éditions Karthala, 1990, 418 p., biblio 18 p.

« Une démocratie inachevée », le verdict sur la version d'Abdou Diouf du multipartisme est justifiée par cette évaluation faite par deux chercheurs sénégalais éminents. Cette étude est basée en grande partie sur la connaissance du terrain et sur la compilation exhaustive de l'abondante presse sénégalaise pour la période 1980-1990 et sur beaucoup d'études publiées. La dernière partie du livre (troisième partie : « le temps des crises ») concernant la période allant de la révolte de la police de 1987 aux suites de l'affrontement avec la Mauritanie en 1989, constitue une nouvelle approche.

Le livre est soigneusement étayé mais ne s'implique pas suffisamment dans ses conclusions ; « en augmentant la compétition alors que les règles du jeu politique ne sont ni clairement définies ni constantes, la direction du parti au pouvoir a montré de la finesse dans son adaptation aux exigences de la règle néo-patrimoniale », la démocratie sénégalaise est admirée à l'étranger mais ces chercheurs autochtones sont tout à fait conscients de ses limites. Ils ne refont pas une histoire à succès sénégalaise bien qu'on en trouve des traces dans leur jugement sur la manière dont le gouvernement a géré la crise économique : « de 1981 à 1990, les dirigeants sénégalais ont réussi à manœuvrer les bailleurs de fonds et les populations pour contenir les effets des politiques d'ajustement structurel ». Les apparences démocratiques deviennent alors une transaction avec le FMI.

Dans une grande mesure, la présidence de Diouf est considérée ici comme similaire à celle de Léopold Senghor, notamment dans son appui sur le clientélisme politique, les institutions mises en place pour la campagne électorale de 1983 (COSAPAD, GRESSEN, etc.) servant de base. Mais le parti socialiste au pouvoir a été remis en question : il était donc possible pour le

président de contrôler les émeutes populaires qui ont accompagné les résultats des élections contestées de 1988 à travers la coercition de l'État sans faire appel au Parti Socialiste. Le rôle très important de Jean Collin, l'ex-Secrétaire d'État à la présidence est décrit dans sa totalité jusqu'au moment de sa retraite (1990). En considérant l'avenir, il est intéressant de constater qu'il y avait apparemment en 1989 un consensus des différents chefs de parti sénégalais contre tout choix militaire contre la Mauritanie. La foule de Dakar voulait du sang, mais sans doute la classe politique partageait-elle une appréhension des conséquences probables de la guerre : la

fin de l'expérience démocratique. Le potentiel subversif de la jeunesse dont on a eu un aperçu dans les émeutes de 1988-89 est mentionné plus d'une fois. Et maintenant avec l'incorporation du seul parti d'opposition crédible, le Parti Démocratique Sénégalais de M. Abdoulaye Wade, dans les rangs du gouvernement, la jeunesse désemparée compte un leader de moins du multipartisme. La décade se termine par un souvenir ironique de l'ancien régime du Sénégal. L'entrée au gouvernement du leader du PDS (avril 1991) ne pouvait pas être traitée dans ce livre qui enrichit très valablement les études politiques sénégalaises. [D.B.C.O.B.]

*2^e édition revue et actualisée
en octobre 1992*

Le Mali

par **Attilio Gaudio**

Collection Méridiens, 308 p. — 140 F

Les ouvrages publiés dans la collection MÉRIDIENS présentent un pays dans ses aspects historiques, culturels, politiques, économiques et sociaux de façon claire et concise.

Auteurs : journalistes, grands reporters, spécialistes du pays ou de la région.

Public : candidats au voyage, hommes d'affaires, touristes, étudiants, toute personne cherchant une première approche.

Présentation : vivante et agréable à lire, agrémentée de cartes, de photos, d'annexes, de statistiques et de bibliographies.

Prochaine parution : *Le Congo* (nov. 92), *Le Togo* (déc. 92), *L'Indonésie* (fév. 93)